

Jean MALLOT

*Allier (3^{ème} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs [J.O. du 24 juillet 2007]

Vice-président de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs [J.O. du 25 juillet 2007]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs [J.O. du 3 août 2007]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modernisation du marché du travail [J.O. des 22 et 23 mai 2008]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux droits et aux devoirs des demandeurs d'emploi [J.O. des 23 et 24 juillet 2008]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail [J.O. du 24 juillet 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique économique. Pouvoir d'achat. [29 janvier 2008] (p. 588)

Syndicats. Représentativité. [10 juin 2008] (p. 3183)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 331, posée le 22 septembre 2008. Elevage. Ovins (J.O. Questions p. 4772). Appelée le 22 septembre 2008. Aides de l'État (p. 3163)

RAPPELS AU REGLEMENT

Proteste contre l'avancée d'une heure de la convocation d'une réunion de la commission des affaires culturelles [15 avril 2008] (p. 1569)

Se félicite de l'accord exprimé par Mme Chantal Brunel à un amendement de l'opposition proscrivant le licenciement pour refus d'effectuer des heures supplémentaires au-delà du quota et du forfait jours et demande à connaître la position du groupe UMP [7 juillet 2008] (p. 4342)

Déplore l'inscription d'un texte aussi important que le projet de loi relatif aux droits et aux devoirs des demandeurs d'emploi à l'ordre du jour d'un mercredi soir de juillet à vingt-et-une heures trente [16 juillet 2008] (p. 4689)

Estime que le secrétaire d'Etat chargé de l'emploi dénature les propos tenus par des députés de l'opposition et qu'il leur fait un procès d'intention en leur reprochant de pratiquer l'obstruction [17 juillet 2008] (p. 4739)

Indique au secrétaire d'Etat chargé de l'emploi qu'il a quitté l'hémicycle pour participer à une réunion préparatoire au Congrès devant statuer sur la révision constitutionnelle [17 juillet 2008] (p. 4751)

Demande au président de séance de clarifier le débat en indiquant les amendements retirés et reproche au rapporteur pour avis de ne pas avoir argumenté son opposition à l'amendement n° 20 de M. Jean-Pierre Decool [17 juillet 2008] (p. 4791)

DÉBATS

Projet de loi n° 101 sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 juillet 2007] (p. 2457, 2501) ; [31 juillet 2007] (p. 2529)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2474)

Son intervention (p. 2507)

Thèmes :

Collectivités territoriales : prérogatives (p. 2475)

Droits de l'homme et libertés publiques : droit de grève (p. 2475)

Régions : Auvergne : transports (p. 2507, 2508)

Secteur public : service minimum (p. 2474, 2475)

Transports ferroviaires : grèves (p. 2475)

Transports ferroviaires : Réseau ferré de France (p. 2507, 2508)

Transports ferroviaires : SNCF (p. 2507, 2508)

Transports ferroviaires : transport de voyageurs : fonctionnement (p. 2507)

Discussion des articles [31 juillet 2007] (p. 2530, 2568) ; [1^{er} août 2007] (p. 2637, 2657)

Article 1^{er} (définition du champ d'application de la loi)

Son intervention (p. 2536)

Article 2 (négociation collective en vue d'organiser une procédure de prévention des conflits)

Ses interventions (p. 2559, 2580)

Article 4 (dessertes prioritaires, plan de transport adapté et plan d'information des usagers)

Ses interventions (p. 2600, 2640 et s., 2658)

Article 5 (mesures tendant à assurer la prévisibilité du service)

Ses interventions (p. 2662, 2675)

Article 6 (désignation d'un médiateur par les parties au conflit - conditions d'organisation d'une consultation sur la poursuite de la grève)

Son intervention (p. 2681)

Article 8 (indemnisation des usagers)

Ses interventions (p. 2690 et s.)

Article 10 (rapport d'évaluation sur l'application de la loi)

Son intervention (p. 2698)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [2 août 2007] (p. 2707)

Son intervention (p. 2710)

Thèmes :

Collectivités territoriales : dépenses (p. 2711)

Droits de l'homme et libertés publiques : droit de grève (p. 2710, 2711)

Transports ferroviaires : SNCF (p. 2711)

Transports urbains : RATP (p. 2711)

Travail : syndicats (p. 2711)

Projet de loi n° 57 relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 septembre 2007] (p. 2124, 2169)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Claude Sandrier (p. 2184)

Thèmes :

Etrangers : immigration clandestine : exploitation (p. 2184)

Etrangers : regroupement familial : tests génétiques (p. 2184)

Etrangers : visas : délais (p. 2184)

Langue française : usage : immigration (p. 2184)

Discussion des articles [18 septembre 2007] (p. 2186) ; [19 septembre 2007] (p. 2204, 2236, 2277)

Après l'article 5

Intervient sur l'ad. n° 36 de la commission (recours au test ADN pour prouver une filiation en cas de carence de l'état civil dans le cadre de la procédure de regroupement familial) (p. 2292)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 octobre 2007] (p. 2766, 2797) ; [17 octobre 2007] (p. 2840, 2873)

Son intervention (p. 2856)

Thèmes :

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 2856)

Collectivités territoriales : péréquation (p. 2857)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : compensations financières (p. 2856 et s.)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 2857)

Régions (p. 2856)

Projet de loi n° 190 ratifiant l'ordonnance n° 2007-329 du 12 mars 2007 relative au code du travail (partie législative)

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 décembre 2007] (p. 4929, 4952)

Son intervention (p. 4958)

Thèmes :

Lois : codification (p. 4958)
 Travail : conseils de prud'hommes (p. 4959)
 Travail : code du travail (p. 4959)
 Travail : droit du travail (p. 4958 et s.)
 Travail : inspection du travail (p. 4959)

Discussion des articles [4 décembre 2007] (p. 4967) ; [5 décembre 2007] (p. 4996) ; [11 décembre 2007] (p. 5191)

Article 2 (modifications de dispositions de l'ordonnance n° 2007-329 du 12 mars 2007)

Son intervention (p. 4973)

Article 3 (modifications du texte du nouveau code du travail, partie législative (annexe I de l'ordonnance n° 2007-329 du 12 mars 2007))

Ses interventions (p. 4982, 5005)

Projet de loi n° 743 portant modernisation du marché du travail

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 avril 2008] (p. 1569, 1601)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 1579)

Son rappel au règlement (cf supra) [15 avril 2008] (p. 1569)

Thèmes :

Politique sociale : dialogue social (p. 1579 et s.)
 Travail : contrats à durée déterminée (p. 1580)
 Travail : contrats de travail (p. 1579 et s.)
 Travail : précarité (p. 1579 et s.)

Discussion des articles [15 avril 2008] (p. 1608) ; [16 avril 2008] (p. 1643, 1673)

Article 5 (création d'une procédure de rupture conventionnelle du contrat de travail)

Ses interventions (p. 1662, 1667)

Article 6 (création d'un contrat de travail dont le terme est déterminé par la réalisation d'un objet défini)

Son intervention (p. 1684)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
 PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [12 juin 2008] (p. 3359)

Son intervention (p. 3365)

Thèmes :

Travail : contrats à durée indéterminée (p. 3366)
 Travail : contrats de travail (p. 3366)
 Travail : droit du travail (p. 3365 et s.)
 Travail : négociations (p. 3366)

Projet de loi n° 969 rectifié portant rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 juillet 2008] (p. 4143, 4181) ; [3 juillet 2008] (p. 4203, 4231, 4265) ; [7 juillet 2008] (p. 4292, 4332)

Article 1er (critères de représentativité syndicale)

Son intervention (p. 4144)

Article 2 (règles de détermination de la représentativité des organisations syndicales aux différents niveaux de dialogue social)

Son intervention (p. 4150)

Avant l'article 16

Intervient sur les adts n^{os} 276 à 290 du groupe socialiste (suppression du Titre II relatif au temps de travail) (p. 4193)

Article 16 (contingent annuel d'heures supplémentaires - Repos compensateur de remplacement)

Ses interventions (p. 4205 et s., 4218 et s., 4231 et s., 4260, 4269)

Article 17 (conventions individuelles de forfait)

Ses interventions (p. 4280, 4293 et s., 4307 et s., 4321, 4332 et s., 4340)

Son rappel au règlement (cf supra) [7 juillet 2008] (p. 4342)

Article 18 (dispositifs d'aménagement du temps de travail)

Son intervention (p. 4350)

Article 19 (adaptation des dispositions des lois du 8 février 2008 pour le pouvoir d'achat et du 21 août 2007 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat)

Son intervention (p. 4358)

Projet de loi n° 1005 relatif aux droits et aux devoirs des demandeurs d'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 juillet 2008] (p. 4689) ; [17 juillet 2008] (p. 4727)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4703) : rejetée (p. 4710)

Son rappel au règlement (cf supra) [17 juillet 2008] (p. 4739)

Thèmes :

Chômage : indemnisation : allocations (p. 4706)

Chômage : indemnisation : Association pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (ASSEDIC) (p. 4705)

Emploi : Agence nationale pour l'emploi (ANPE) (p. 4704 et s.)

Emploi : chômeurs (p. 4703 et s.)

Emploi : réinsertion professionnelle (p. 4705)

Emploi : UNEDIC (p. 4704 et s.)

Entreprises : entreprises individuelles (p. 4707)

Entreprises : salariés : carrière (p. 4707)

Travail : code du travail (p. 4704 et s.)

Travail : droit du travail (p. 4703 et s.)

Travail : salaires (p. 4706)

Discussion des articles [17 juillet 2008] (p. 4739, 4759, 4796)*Avant l'article 1er*

Intervient sur l'adt n° 1491 de Mme Martine Billard (institution d'une taxe de précarité) (p. 4741)

Article 1er (définition du projet personnalisé d'accès à l'emploi et de l'offre raisonnable d'emploi)

Ses interventions (p. 4742 et s., 4771 et s., 4783 et s., 4798)

Son rappel au règlement (cf supra) [17 juillet 2008] (p. 4751)

Intervient sur l'adt n° 25 de M. Francis Vercaemer (p. 4770)

Son rappel au règlement (cf supra) [17 juillet 2008] (p. 4791)

Projet de loi n° 1096 en faveur des revenus du travail

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 septembre 2008] (p. 4924, 4943) ; [23 septembre 2008] (p. 4977)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Claude Sandrier (p. 4969)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions : travaux (p. 4969 et s.)

Finances publiques : dépenses fiscales (p. 4970)

Politique économique : pouvoir d'achat (p. 4970)

Travail : heures supplémentaires : pouvoir d'achat (p. 4970)

Discussion des articles [23 septembre 2008] (p. 4978) ; [24 septembre 2008] (p. 5043, 5063, 5093) [25 septembre 2008] (p. 5114)*Article 1er (crédit d'impôt au profit des entreprises concluant un accord d'intéressement – Versement d'une prime exceptionnelle d'intéressement)*

Ses interventions (p. 4981, 4994 et s.)

Article 2 (modalités d'utilisation des sommes versées au titre de la participation)

Ses interventions (p. 5028, 5046)

Après l'article 2

Intervient sur les adts identiques n°s 474 à 494 de M. Christian Eckert (examen de l'évolution du montant moyen des primes distribuées au titre de l'intéressement lors de la négociation salariale de branche) (p. 4087)

Intervient sur les adts identiques n°s 1256 à 1277 de M. Christian Eckert (attributions du comité des rémunérations) (p. 5051)

Intervient sur les adts identiques n°s 1098 à 1145 de M. Christian Eckert (suppression du "bouclier fiscal") (p. 5065)

Intervient sur les adts identiques n°s 1410 à 1431 de M. Christian Eckert (suppression du délai de douze mois permettant l'exonération d'impôt sur le revenu des heures supplémentaires en cas de substitution de celles-ci à d'autres éléments de rémunération) (p. 5068)

Intervient sur les adts identiques n°s 1432 à 1453 de M. Christian Eckert (relèvement à 6 € de l'exonération d'impôt des chèques restaurant) (p. 5071)

Intervient sur les adts identiques n°s 117 à 137 de M. Christian Eckert (plafonnement à 15 000 € des réductions d'impôt et des crédits d'impôt) (p. 5075)

Intervient sur les adts identiques n°s 954 à 1001 de M. Christian Eckert (majoration de 50 % de la prime pour l'emploi) (p. 5078)

Intervient sur les adts identiques n°s 810 à 857 de M. Christian Eckert (baisse des taux de la TVA) (p. 5081)

Intervient sur les adts identiques n°s 858 à 905 de M. Christian Eckert (baisse du taux réduit de la TVA) (p. 5082)

Intervient sur les adts identiques n°s 906 à 953 de M. Christian Eckert (TVA au taux de 2,1 % sur la commercialisation des fruits et légumes) (p. 5085)

Intervient sur les adts identiques n°s 495 à 515 de M. Christian Eckert (examen des accords d'intéressement et de participation par la commission nationale de la négociation collective) (p. 5093)

Intervient sur les adts identiques n^{os} 1190 à 1211 de M. Christian Eckert (extension de la participation à toutes les entreprises) (p. 5099)

Intervient sur les adts identiques n^{os} 516 à 536 de M. Christian Eckert (extension de la participation aux entreprises de plus de vingt salariés) (p. 5102)

Intervient sur les adts identiques n^{os} 1322 à 1343 de M. Christian Eckert (indicateur mesurant le rapport entre les rémunérations extra-salariales et la masse des salaires) (p. 5103)

Intervient sur les adts identiques n^{os} 1168 à 1189 de M. Christian Eckert (non prise en compte des impositions sur le revenu afférentes aux stock options pour le calcul du plafonnement prévu par le "bouclier fiscal") (p. 5117)

Article 3 (modernisation de la procédure de fixation du SMIC)

Son intervention (p. 5121)